

CHAPITRE I

La République des antennes

Et si les médias de masse avaient dominé la politique dès 1900 ?

Entrée immersive

La voix grésille avant de devenir claire.

Dans une pièce étroite, au-dessus d'une imprimerie de Manchester, un homme baisse instinctivement le ton, comme si la machine posée devant lui pouvait l'entendre. Elle n'a rien d'élégant. Une boîte de bois, des fils, des bobines, un casque, un micro rudimentaire, quelques cadrans qui semblent sortis du rêve nerveux d'un électricien mal dormi. Sur la table, des journaux s'empilent encore humides d'encre. En bas, les presses frappent le papier avec une régularité brutale. En haut, une voix tente de traverser l'air.

Elle ne devrait pas aller loin.

Elle va trop loin.

Dans un autre quartier, un commis de gare l'entend par accident. Dans une maison bourgeoise, un étudiant note quelques mots sur un carnet. Dans l'arrière-salle d'un café, trois hommes se penchent autour d'un récepteur bricolé. Dans une caserne, un jeune soldat croit d'abord à une plaisanterie. Quelques secondes de discours, une phrase interrompue, un nom politique, un appel à la réforme, puis le souffle parasite reprend la place de la voix. Ce n'est pas encore une émission. Ce n'est pas encore une institution. Ce n'est même pas encore un média. C'est un accident technique avec des conséquences politiques.

Le lendemain, le journal imprime une colonne courte : « La parole transmise sans fil devant témoins. » On sourit. On plaisante. On explique que l'invention servira peut-être aux navires, aux militaires, aux savants, aux catastrophes en mer, aux bureaux de poste, à ces choses sérieuses que les sociétés réservent d'abord aux hommes en uniforme et aux administrations qui sentent la poussière chaude. Personne ne veut encore comprendre qu'un pouvoir vient de changer de forme.

Dans les capitales européennes, les gouvernements regardent l'électricité comme une affaire d'ingénieurs. Les partis regardent les journaux comme leurs principales armes. Les foules regardent les affiches, les caricatures, les feuilletons, les titres criés dans la rue. La politique appartient encore aux tribunes, aux parlements, aux meetings, aux journaux du matin, aux pamphlets, aux notables, aux hommes qui savent parler dans une salle. On croit que convaincre exige une présence, un lieu, un corps visible, un papier imprimé, une foule rassemblée.

Puis vient la voix sans corps.

Elle ne demande pas d'entrer dans la maison. Elle y est déjà.

Une femme qui ne vote pas encore l'entend pendant qu'elle prépare le repas. Un ouvrier l'entend dans un café avant son service de nuit. Un paysan l'entend sur un appareil installé chez le maire. Un enfant l'entend avant de comprendre les mots. La politique cesse d'être

seulement ce qui arrive dans les assemblées ou sur les places. Elle devient une présence domestique, une rumeur réglée, une compagnie imposée, une autorité qui parle pendant que les mains travaillent.

Les premiers politiciens comprennent mal. Ils parlent à la machine comme ils parlent à une salle. Ils déploient de longues phrases, des formules pesantes, des arguments pleins de subordonnées, ces cimetières où les idées vont mourir dignement. Les premiers à réussir sont ceux qui sentent que l'antenne ne transmet pas seulement des mots. Elle transmet un rythme, une intimité, une respiration, une émotion calibrée. Le citoyen n'écoute plus un discours. Il reçoit une voix dans son espace privé.

À Paris, Berlin, Londres, Stockholm, Vienne, Rome, New York, les rédactions observent la même chose : une phrase prononcée le soir peut devenir le sujet du matin. Une rumeur diffusée à midi peut faire trembler une bourse avant la fermeture. Une accusation lancée par une voix chaude peut survivre à trois démentis froids. La vérité, pauvre vieille bête lente, découvre que le mensonge a trouvé un cheval électrique.

Dans les ministères, les hommes sérieux commencent à avoir peur.

Ils ont raison.

Le réel historique

L'entrée du monde dans l'âge médiatique ne s'est pas faite d'un coup. Il n'y a pas eu un matin précis où l'humanité se serait réveillée dans une société de l'information, les cheveux en bataille et l'âme déjà prête pour les chaînes d'actualité. La transformation fut progressive, technique, économique, sociale et politique. Elle a reposé sur l'alphabétisation, la baisse du coût de l'imprimé, la presse à grand tirage, les agences de presse, le télégraphe, la photographie, puis la radio, le cinéma, les actualités filmées, la télévision et enfin les réseaux numériques.

Au XIX^e siècle, la presse connaît déjà une mutation décisive. Dans les grandes villes européennes et américaines, les journaux deviennent plus rapides, plus nombreux, plus accessibles. Les progrès de l'impression, l'urbanisation, les chemins de fer, le télégraphe, la publicité et l'élargissement du lectorat transforment le journal en produit de masse. L'information quitte progressivement les cercles étroits des élites politiques, marchandes et lettrées. Elle entre dans les cafés, les gares, les ateliers, les foyers bourgeois, les rues où l'on crie les titres, les lieux où l'on lit à voix haute pour ceux qui ne lisent pas encore.

Mais cette démocratisation reste inégale. Lire suppose du temps, de l'argent, une instruction minimale, un accès aux réseaux de distribution. La presse touche surtout les villes, les classes alphabétisées, les groupes déjà engagés dans la vie publique. Elle élargit la discussion politique, mais ne la rend pas encore universelle. Les campagnes restent plus lentes à atteindre. Les pauvres lisent moins, ou autrement. Les femmes sont souvent lectrices sans être reconnues comme citoyennes. Les peuples colonisés reçoivent des journaux filtrés, censurés, parfois importés comme instruments d'administration. L'information circule, mais elle ne circule pas également. Ce serait trop simple, donc cela n'a évidemment pas eu lieu.

La presse du XIXe siècle n'est pas non plus un temple de neutralité. Les journaux sont souvent liés à des partis, des intérêts économiques, des groupes religieux, des magnats, des mouvements sociaux, des gouvernements ou des oppositions. La presse d'opinion structure la vie politique. Les éditoriaux mobilisent, attaquent, calomnient, défendent, exaltent. Les caricatures ridiculisent les puissants avec une efficacité que bien des discours parlementaires pourraient envier. Les journaux fabriquent des réputations, détruisent des carrières, créent des scandales, amplifient les crises. Ils participent à la construction de l'opinion publique, cette créature étrange que tout le monde invoque et que chacun tente de dresser.

Le télégraphe accélère encore la mutation. Des informations peuvent désormais traverser de longues distances à une vitesse qui bouleverse le rapport au temps. Les marchés réagissent plus vite. Les gouvernements reçoivent des nouvelles plus rapidement. Les agences de presse deviennent des intermédiaires puissants. Elles sélectionnent, hiérarchisent, condensent, transmettent. L'événement n'est plus seulement ce qui s'est passé. Il devient ce qui est envoyé, repris, imprimé, vendu, commenté. Déjà, le réel passe par une chaîne de médiation. Déjà, celui qui tient la chaîne peut peser sur ce que les sociétés croient voir.

La radio, elle, arrive progressivement. Les premières recherches et expérimentations autour de la transmission sans fil concernent d'abord la marine, l'armée, les communications techniques, les usages scientifiques. Le grand public ne devient pas immédiatement auditeur de masse. Dans notre Histoire, la radio s'impose surtout dans les années 1920 et 1930 comme média domestique, politique et culturel majeur. Elle change tout parce qu'elle franchit une limite que l'imprimé ne pouvait franchir seul : elle parle aux alphabétisés comme aux analphabètes, aux urbains comme aux ruraux, à ceux qui ont le temps de lire comme à ceux qui travaillent en écoutant. Elle transforme la politique en voix familière.

La Première Guerre mondiale joue un rôle décisif dans la compréhension du pouvoir médiatique. Les États mobilisent l'information, la censure, l'affiche, le communiqué officiel, la photographie, la presse patriotique, les récits de sacrifice, la diabolisation de l'ennemi. La guerre révèle à grande échelle que l'opinion publique n'est pas un décor. Elle est une force à organiser. Un soldat doit tenir au front. Une famille doit accepter les pertes. Un ouvrier doit produire. Un contribuable doit payer. Une population doit croire que le sacrifice a un sens. La propagande moderne ne naît pas uniquement avec la guerre, mais la guerre lui donne des moyens, une urgence, des laboratoires et une absence de scrupules très pédagogique.

Après la guerre, la radio devient l'un des grands instruments politiques du XXe siècle. Les dirigeants comprennent qu'ils peuvent parler directement aux foules sans passer par les relais traditionnels. Les partis adaptent leurs discours. Les régimes autoritaires saisissent l'occasion avec une voracité particulière. La radio permet de synchroniser les émotions, de créer une présence du chef, de répéter les slogans, de fabriquer une intimité collective. Dans les démocraties, elle transforme aussi les campagnes électorales, les annonces de crise, les relations entre gouvernants et citoyens. Le pouvoir ne se contente plus d'être représenté dans les journaux. Il entre dans les foyers.

La télévision amplifiera encore cette transformation. L'image ajoute au pouvoir de la voix celui du visage, de la posture, du décor, du montage, du silence. Elle donne à la politique une

dimension théâtrale permanente. Un débat n'est plus seulement jugé sur le contenu des arguments, mais sur l'apparence, le calme, la fatigue visible, le sourire, l'angle de caméra, la capacité à produire une phrase mémorable. L'espace public devient de plus en plus médiatisé. Les dirigeants apprennent à être vus. Les citoyens apprennent à juger ce qu'ils voient, ou ce qu'ils croient voir. Les conseillers en communication apparaissent comme les nouveaux prêtres d'un pouvoir qui a troqué l'encens pour l'éclairage de studio.

Dans notre réalité, cette montée en puissance des médias accompagne les grands conflits, les crises économiques, les totalitarismes, les démocraties de masse, la consommation, la publicité et la mondialisation culturelle. Elle n'arrive pas avant tout le reste. Elle se construit avec le siècle. Les médias deviennent progressivement un quatrième pouvoir, un marché, une arme, un théâtre et une infrastructure de perception. Leur influence est immense, mais elle met du temps à atteindre cette centralité.

La question uchronique commence ici.

Que se serait-il passé si cette centralité avait surgi plus tôt ? Si la presse industrielle, les réseaux télégraphiques, les premiers dispositifs radio et les circuits publicitaires avaient convergé dès 1900 dans un système médiatique déjà capable de toucher des millions de personnes presque simultanément ? Que devient la politique quand l'âge de l'audience précède les grandes guerres mondiales au lieu d'être accéléré par elles ? Que devient la démocratie si elle apprend plus tôt à parler dans un micro qu'à délibérer dans une assemblée ?

Le point de rupture

Dans cette autre version de l'Histoire, la bascule ne vient pas d'un miracle technique tombé du ciel avec la délicatesse suspecte des mauvais romans. Elle vient d'une convergence.

Autour de 1900, plusieurs innovations se rencontrent plus tôt et plus efficacement. Les techniques d'impression à grand tirage deviennent encore moins coûteuses. Les réseaux télégraphiques sont mieux intégrés aux agences de presse et aux journaux régionaux. Les compagnies électriques et les laboratoires privés investissent massivement dans la transmission sans fil, non seulement pour les navires et les armées, mais pour les usages civils. Des industriels comprennent avant les gouvernements que la voix transmise à distance n'est pas seulement un outil de communication. C'est un marché. Et lorsqu'un industriel comprend qu'une chose peut devenir un marché, le futur a rarement le temps de demander un débat public.

Le premier changement tient à la presse. Dans les grandes puissances industrielles, les journaux créent des éditions du matin, du soir, des suppléments illustrés, des bulletins télégraphiques affichés dans les gares et les cafés, des réseaux de correspondants locaux. L'information devient presque continue. Elle ne l'est pas encore au sens numérique. Personne ne se réveille à trois heures du matin pour vérifier une notification, cette forme moderne de l'adoration anxieuse. Mais les citoyens des villes reçoivent déjà plusieurs vagues de nouvelles par jour. La journée politique se découpe selon les titres.

Le deuxième changement est radiophonique. Des stations expérimentales privées apparaissent dans les grands ports, les capitales et les villes industrielles. Au départ, elles

diffusent des bulletins météorologiques, des informations maritimes, des cours de marché, des alertes, des lectures de journaux, quelques concerts, des discours techniques. Très vite, les partis politiques et les entreprises comprennent l'intérêt de ce canal. La radio n'est pas encore un meuble ordinaire dans chaque foyer, mais des appareils collectifs sont installés dans les cafés, les mairies, les gares, les cercles ouvriers, les salles associatives, les clubs bourgeois, les casernes, les universités, les halls de journaux. L'écoute devient collective avant de devenir domestique.

Le troisième changement est publicitaire. Les journaux, les stations et les agences comprennent que l'attention peut être vendue. Ce n'est pas une découverte morale très haute, mais elle est décisive. Le contenu ne sert plus seulement à informer. Il sert à retenir. Retenir le lecteur, l'auditeur, le passant, le consommateur, l'électeur. Les titres deviennent plus agressifs. Les récits politiques sont dramatisés. Les scandales sont suivis par épisodes. Les discours publics sont annoncés comme des événements. La politique apprend les règles de la série avant même que la télévision ne lui offre son théâtre.

Le quatrième changement est institutionnel. Certains États, au lieu de réserver la transmission sans fil aux usages stratégiques, choisissent de l'encadrer par des licences civiles. Ils pensent contrôler le phénomène en le réglementant. Décision classique : ouvrir une porte en installant une plaque « entrée surveillée », puis s'étonner que les gens entrent. Les stations privées se multiplient. Les stations publiques apparaissent. Les partis réclament des temps de parole. Les gouvernements créent des bulletins officiels. Les journaux développent leurs propres réseaux d'émission pour lire, commenter et vendre leurs informations.

La politique bascule.

Une campagne électorale n'est plus seulement une tournée de réunions, une bataille d'affiches, de journaux et de notables locaux. Elle devient une bataille de voix, de titres, de phrases reprises, de rumeurs rapides, de mises en scène sonores. Les leaders doivent apprendre à parler à des gens qu'ils ne voient pas. Les partis doivent résumer leurs programmes en formules transmissibles. Les journaux ne se contentent plus d'analyser après coup. Ils préparent l'événement, l'accompagnent, le prolongent. Les citoyens n'attendent plus le compte rendu. Ils veulent l'impression d'être là, sans avoir quitté leur ville, leur café, leur usine ou leur cuisine.

La bifurcation devient irréversible lorsqu'un scandale politique éclate en 1902 dans une grande puissance européenne. Dans notre Histoire, ce scandale aurait occupé la presse pendant des semaines, avec des démentis, des enquêtes, des débats parlementaires, des caricatures, des manifestations. Dans cette autre ligne, une station privée diffuse en soirée le témoignage direct d'un fonctionnaire accusant des ministres d'avoir détourné des fonds militaires. Les journaux reprennent l'affaire dès le lendemain. Des stations rivales lisent les démentis. Des cafés se remplissent pour écouter les bulletins. Des députés citent des phrases entendues la veille. Des foules se rassemblent avant même que les commissions parlementaires aient commencé à travailler.

Le gouvernement tombe en dix jours.

Les élites comprennent alors que le média n'est plus un relais.

Il est devenu un acteur.

Première vague de conséquences

La première conséquence est la transformation brutale des campagnes politiques. Les partis qui comprennent vite survivent. Les autres deviennent des clubs de messieurs instruits parlant à des chaises vides avec une dignité admirable et inutile. L'électeur moderne n'est plus seulement atteint par un journal partisan, une affiche, une réunion ou le curé du village. Il est entouré de messages. Il lit un titre le matin, entend un bulletin à midi, discute une rumeur au café, reçoit un tract le soir, écoute un discours retransmis dans une salle municipale. La politique cesse d'être périodique. Elle devient atmosphérique.

Les partis se professionnalisent plus tôt. Ils créent des bureaux de presse permanents, des équipes de rédaction, des conseillers en parole publique, des responsables de relations avec les journaux et les stations. Les campagnes ne se contentent plus de porter un programme. Elles construisent une image. Il faut choisir une voix, un ton, un rythme, des phrases brèves, des attaques répétables, des réponses préparées. Les dirigeants qui excellent dans les assemblées ne sont pas toujours ceux qui réussissent à l'antenne. L'éloquence parlementaire, avec ses longues périodes et ses subtilités juridiques, se heurte à la brutalité du direct. Une phrase trop longue peut perdre une foule. Une phrase courte peut remplacer une idée. Mauvaise nouvelle pour la pensée, excellente pour les slogans.

Les journaux deviennent des machines politiques quotidiennes. Leur rôle ne se limite plus à commenter. Ils organisent l'attention. Un quotidien peut annoncer qu'un discours sera retransmis dans plusieurs cafés. Il peut publier la transcription le lendemain, puis demander à ses lecteurs de réagir, puis lancer une campagne, puis dénoncer le silence du gouvernement, puis vendre un supplément illustré sur l'affaire. L'événement ne vit plus seul. Il est entretenu comme un feu sous cloche. La presse découvre que la colère fidélise très bien.

Les industriels des médias deviennent des figures politiques sans mandat. Un propriétaire de journaux et de stations peut imposer un sujet à tout un pays. Il peut soutenir un candidat, détruire un ministre, fabriquer une panique morale, promouvoir une guerre commerciale, défendre une réforme fiscale favorable à ses intérêts, attaquer les syndicats, soutenir une croisade morale ou présenter un mouvement social comme une menace contre la civilisation, ce vieux meuble que les possédants disent toujours vouloir sauver lorsqu'un pauvre touche à la poignée.

Les gouvernements réagissent d'abord avec maladresse. Ils tentent de censurer certaines émissions, de limiter les licences, de poursuivre les journaux pour diffamation, de contrôler les bulletins politiques. Mais chaque interdiction devient elle-même un événement médiatique. Un journal suspendu gagne parfois plus d'abonnés après sa sanction. Une station privée fermée devient le symbole de la liberté attaquée. Des opposants lisent les textes interdits dans des salles bondées. Le pouvoir découvre une règle cruelle de l'âge médiatique : réprimer peut faire taire une voix, mais cela peut aussi lui offrir un meilleur écho.

Les campagnes électorales deviennent plus coûteuses. Acheter de la publicité, financer des journaux amis, créer des stations, organiser des retransmissions, payer des rédacteurs, produire des brochures, envoyer des bulletins télégraphiques, tout cela demande de l'argent. La

démocratie de masse s'ouvre davantage au public, mais se rend aussi plus dépendante des financeurs. Les grandes entreprises comprennent très vite qu'elles peuvent soutenir discrètement les candidats les plus favorables à leurs intérêts. Les partis ouvriers et socialistes, moins riches, compensent par des réseaux militants, des lectures collectives, des journaux coopératifs, des stations associatives quand elles sont autorisées. La bataille de l'audience devient aussi une bataille des caisses.

Les leaders charismatiques gagnent un avantage décisif. Ceux qui savent parler simplement, dramatiser, rassurer, indigner, répéter, incarner une cause, semblent plus proches du peuple que les techniciens compétents. Un ministre austère peut avoir raison et perdre la salle. Un tribun approximatif peut mentir avec chaleur et gagner le pays. Cela ne veut pas dire que les citoyens deviennent stupides. Cela veut dire qu'ils reçoivent la politique dans des formes qui privilégient certaines qualités au détriment d'autres. Le média ne transporte pas seulement le message. Il sélectionne le type d'homme capable de le porter.

Les oppositions populaires profitent aussi de la brèche. Des grèves, manifestations, pétitions, campagnes pour le suffrage, mouvements féministes, syndicats, associations anticoloniales, ligues pacifistes, groupes religieux minoritaires peuvent atteindre un public plus large. Une cause ignorée par les grands journaux peut parfois passer par des réseaux locaux, des lectures publiques, des stations dissidentes. Des témoignages d'ouvriers, de veuves, de soldats blessés, de femmes exclues du vote, de paysans ruinés, de colonisés, peuvent circuler plus vite qu'avant. L'espace public s'élargit réellement. Le vieux monde perd le confort de cacher certaines souffrances loin des capitales.

Mais cette ouverture a un prix. Plus la politique devient médiatique, plus elle devient réactive. Les gouvernements doivent répondre vite. Les partis doivent prendre position avant d'avoir compris. Les journaux exigent une déclaration, puis commentent l'absence de déclaration, puis transforment l'absence en aveu. La lenteur devient suspecte. La prudence ressemble à la lâcheté. La complexité passe pour de la dissimulation. La machine médiatique ne déteste rien tant que le silence, sauf peut-être la nuance, cette petite chose fragile qui fait très mal aux titres.

La première vague de conséquences ne crée donc pas seulement une société plus informée. Elle crée une société plus sollicitée, plus mobilisée, plus exposée, plus nerveuse. Les citoyens entendent davantage. Ils réagissent davantage. Ils participent davantage parfois. Mais ils sont aussi pris dans un flux où la politique commence à dépendre du rythme médiatique.

La démocratie gagne une voix plus forte.

Elle commence aussi à perdre le silence nécessaire pour s'entendre penser.

Deuxième vague de conséquences

Une génération plus tard, l'opinion publique n'est plus un moment. Elle est un climat.

Les gouvernements ne gouvernent plus seulement avec des majorités parlementaires, des coalitions sociales, des administrations, des armées et des budgets. Ils gouvernent sous observation permanente. Chaque crise, chaque réforme, chaque nomination, chaque scandale

privé devenu public, chaque erreur diplomatique, chaque hausse du prix du pain, chaque répression de grève peut devenir une affaire nationale en quelques heures ou quelques jours. Le pouvoir ne peut plus se cacher derrière la lenteur. Il doit apprendre la réaction.

Des services de communication d'État apparaissent plus tôt. Ils ne s'appellent pas encore toujours ainsi. On parle de bureaux d'information, de services de presse, de liaisons publiques, de bulletins officiels, d'explications nationales. Le vocabulaire est propre, donc déjà suspect. Leur rôle est de surveiller les journaux, répondre aux accusations, préparer les déclarations, organiser les retransmissions, fournir des chiffres, inviter des journalistes, démentir les rumeurs, promouvoir les réformes. Le gouvernement découvre qu'il ne suffit plus de décider. Il faut raconter la décision avant que d'autres ne la racontent contre lui.

La frontière entre information et propagande devient plus difficile à tracer. Les États démocratiques affirment informer les citoyens. Les régimes autoritaires affirment faire exactement la même chose, avec simplement moins de goût pour la contradiction. Les partis disent éclairer le public. Les industriels disent expliquer l'économie. Les Églises disent défendre la morale. Les syndicats disent révéler la condition ouvrière. Les journaux disent servir la vérité. Chacun parle de vérité avec une main sur son intérêt. Ce n'est pas nouveau. Ce qui change, c'est l'ampleur, la vitesse et l'intimité de la diffusion.

Les scandales deviennent des armes politiques centrales. Dans l'ancien monde, un scandale pouvait circuler dans la presse, les salons, les parlements, les pamphlets. Dans ce monde médiatique précoce, il est mis en feuilleton. On diffuse un témoignage, puis un démenti, puis une lettre, puis un expert, puis une caricature, puis une chanson, puis une collecte pour les victimes, puis une manifestation. Le scandale n'est plus seulement révélé. Il est produit comme expérience collective. Les citoyens ne suivent pas seulement l'affaire. Ils vivent à son rythme. Ils choisissent leur camp. Ils attendent le prochain épisode comme on attend la suite d'un mauvais roman, avec cette différence que le mauvais roman peut faire tomber un ministère.

Les journalistes d'investigation acquièrent un prestige considérable. Certains révèlent de véritables abus : corruption, violences policières, conditions de travail, trafics coloniaux, scandales sanitaires, mensonges militaires. Leur travail ouvre des brèches démocratiques réelles. Les gouvernements doivent rendre des comptes. Des commissions parlementaires sont créées. Des lois de transparence apparaissent. Des protections des sources commencent à être discutées. Le citoyen ordinaire peut découvrir ce que les élites savaient déjà et préféreraient appeler complexité.

Mais d'autres journalistes deviennent des entrepreneurs de soupçon. Ils comprennent qu'une accusation floue peut rapporter plus qu'une enquête solide. Ils travaillent à la limite du vrai, du probable, du possible et du pur venin. Ils insinuent, dramatisent, personnalisent, transforment des erreurs en complots et des adversaires en ennemis de la nation. Le public apprend à aimer les révélations. Il apprend moins vite à distinguer la révélation du spectacle de révélation. Nuance importante. Sans elle, toute démocratie finit par ressembler à une salle d'audience où personne ne sait qui juge quoi.

Les figures médiatiques deviennent presque parlementaires sans élection. Certains éditorialistes, animateurs de radio, propriétaires de journaux et orateurs réguliers pèsent

d'avantage que des députés. Ils imposent les thèmes. Ils nomment les ennemis. Ils traduisent les crises en récits simples. Ils ont des fidèles, des adversaires, des réseaux, des phrases attendues. Lorsqu'un projet de loi est annoncé, les partis attendent leur réaction. Lorsqu'un scandale éclate, leur jugement compte. Le peuple n'a pas voté pour eux, mais il les écoute. Le pouvoir commence à se déplacer vers ceux qui peuvent rendre le monde compréhensible en trois minutes. Ce qui est très pratique. Et absolument terrifiant.

La culture politique change. Les citoyens se sentent plus proches des affaires publiques. Ils discutent des discours entendus la veille, des chiffres imprimés le matin, des accusations lancées par tel journal, des démentis du gouvernement, des témoignages diffusés dans les cafés. La politique sort de ses lieux officiels. Elle entre dans la conversation quotidienne. Cela produit une conscience nouvelle. Des personnes longtemps éloignées des débats nationaux commencent à participer, commenter, se mobiliser, signer, manifester, rejoindre des associations.

Les femmes, encore exclues du vote dans de nombreux pays, utilisent cette brèche. Puisqu'elles ne peuvent pas toujours entrer dans l'isoir ou l'assemblée, elles entrent dans l'espace médiatique. Elles écrivent dans les journaux, organisent des lectures publiques, prennent la parole dans des salles retransmises, fondent des bulletins, utilisent les scandales pour montrer les contradictions des régimes qui parlent au nom du peuple en oubliant la moitié de ses habitants. Les adversaires du suffrage féminin découvrent avec horreur que l'exclusion politique n'empêche pas l'influence. Elle la rend seulement plus créative. C'est très contrariant pour les hommes persuadés que la démocratie commence et s'arrête à leur chapeau.

Les mouvements ouvriers se développent aussi dans cet environnement. Les syndicats comprennent que la lutte se joue autant dans les usines que dans la perception publique des grèves. Il ne suffit plus d'arrêter le travail. Il faut expliquer pourquoi. Il faut montrer les blessés, publier les salaires, diffuser les conditions de logement, raconter les accidents, donner un visage à l'exploitation. Les patrons répondent avec leurs propres journaux, leurs experts, leurs appels à l'ordre, leurs récits sur la paresse, la subversion, le danger rouge, la ruine nationale. La lutte sociale devient une lutte narrative.

Les empires coloniaux ressentent également le changement. Des informations sur les violences coloniales, les famines administrées, les répressions, les travaux forcés, les massacres, les profits des compagnies peuvent circuler plus largement. Les autorités coloniales tentent de contrôler les récits, mais les missionnaires critiques, les soldats revenus, les journalistes, les militants anticolonialistes, les exilés et les étudiants colonisés trouvent parfois des relais. Les opinions publiques métropolitaines ne peuvent plus prétendre ignorer aussi facilement. Elles le font encore, bien sûr. L'ignorance volontaire reste l'une des grandes traditions des sociétés confortables. Mais elle demande désormais plus d'effort.

La deuxième vague installe donc une démocratie d'opinion permanente. Elle est plus vivante, plus bruyante, plus informée, plus mobilisable. Elle peut faire tomber des abus. Elle peut sauver des causes oubliées. Elle peut imposer des réformes que les parlements repoussaient. Mais elle installe aussi une pression continue sur la décision politique. Le gouvernement doit penser à l'effet immédiat. Les partis deviennent dépendants de leurs

images. Les citoyens sont sollicités jusqu'à l'épuisement. L'indignation devient une ressource renouvelable. Le calme devient suspect.

La politique n'est plus seulement l'art de gouverner.

Elle devient l'art de ne pas perdre l'attention avant l'adversaire.

Troisième vague de conséquences

À long terme, la démocratie change de nature.

Dans cette ligne historique, les médias de masse ayant dominé la politique dès 1900, les sociétés entrent plus tôt dans une forme de démocratie d'audience. Les élections restent. Les parlements restent. Les partis restent. Les constitutions restent. Mais le centre nerveux du pouvoir se déplace vers la capacité à produire une perception commune, ou du moins une perception majoritaire assez forte pour orienter les décisions. Le vote ne disparaît pas. Il est préparé, enveloppé, chauffé, guidé par des mois ou des années de récit médiatique.

Les partis de masse deviennent plus puissants, mais aussi plus dépendants de la communication. Ils développent des écoles d'orateurs, des journaux, des stations, des agences de slogans, des réseaux de militants-auditeurs, des cellules de réponse rapide. Les programmes longs existent toujours, rangés dans des brochures que presque personne ne lit sauf les militants, les adversaires et quelques insomniaques héroïques. La vraie bataille se joue ailleurs : dans la formule, le symbole, la crise du moment, la peur du lendemain, la promesse simple qui donne l'impression qu'un problème complexe a enfin trouvé un meuble où se ranger.

Les idéologies se simplifient pour circuler. Le socialisme devient, selon ses partisans, justice, dignité, pain, contrôle ouvrier, fin de l'exploitation ; selon ses ennemis, chaos, confiscation, violence, guerre sociale. Le libéralisme devient liberté, responsabilité, propriété, modernité ; selon ses adversaires, domination bourgeoise, hypocrisie fiscale, abandon des pauvres. Le nationalisme devient unité, protection, grandeur ; selon ceux qui en subissent la morsure, exclusion, haine, militarisation, culte des morts pas encore produits. Chaque camp apprend à condenser son monde en images et en phrases. La pensée ne disparaît pas. Elle se cache derrière les banderoles en espérant survivre.

Cette accélération modifie les crises internationales. Une tension diplomatique ne peut plus rester longtemps entre chancelleries. Les journaux exigent des positions. Les stations commentent les mouvements de troupes, les discours, les incidents frontaliers, les humiliations, les alliances. Les gouvernements, soumis à leur opinion publique, ont moins d'espace pour reculer discrètement. Le compromis devient plus difficile lorsqu'une population a été chauffée pendant des semaines à croire que céder serait trahir. Les médias ne créent pas seuls les guerres. Ils peuvent cependant rendre les sorties de crise plus étroites, surtout lorsque la dignité nationale a été transformée en feuilleton quotidien.

En même temps, les médias peuvent freiner certaines violences. Des atrocités révélées plus vite peuvent soulever l'indignation. Des mouvements pacifistes peuvent coordonner des campagnes internationales. Des soldats peuvent envoyer des témoignages. Des familles peuvent contester les récits officiels. Des photos, des lettres, des voix peuvent fissurer la

propagande. L'État n'est plus seul à dire la guerre. C'est une avancée immense. C'est aussi une bataille permanente, car l'État apprend aussitôt à produire de meilleures images, de meilleurs martyrs, de meilleurs ennemis. Le pouvoir ne se laisse pas humilier deux fois par le même outil sans essayer de l'acheter, de le réglementer ou de le retourner.

L'éducation se transforme. Les écoles doivent enseigner non seulement la lecture des textes, mais la lecture des médias. Certains pédagogues réclament une instruction civique adaptée à la presse et à la radio : comment distinguer un fait d'une opinion, une source d'une rumeur, une enquête d'une accusation, une publicité d'un argument. Les gouvernements soutiennent ces programmes lorsqu'ils visent les mensonges adverses. Ils deviennent beaucoup moins enthousiastes lorsqu'ils apprennent aux enfants à questionner les communiqués officiels. L'esprit critique est une très belle valeur publique tant qu'il regarde ailleurs.

La société vit dans une actualité permanente. Le passé récent chasse le passé profond. La mémoire collective devient plus médiatique. Certains événements sont gravés parce qu'ils ont été couverts, racontés, répétés, illustrés. D'autres disparaissent faute d'images, de titres ou de relais. Une grève locale peut devenir mythe national si les journaux s'en emparent. Une famine coloniale peut rester en marge si elle dérange trop d'intérêts. L'importance historique ne dépend plus seulement de la gravité des faits. Elle dépend aussi de leur visibilité. L'Histoire, déjà injuste, reçoit un service de presse.

Les classes sociales se redessinent autour de l'accès à la production médiatique. Les citoyens ne sont pas égaux face à l'information. Il y a ceux qui reçoivent, ceux qui commentent, ceux qui financent, ceux qui possèdent les infrastructures, ceux qui écrivent les récits, ceux qui apparaissent, ceux qui sont parlés par d'autres. Les ouvriers peuvent être visibles lors des grèves, mais souvent à travers le regard des journalistes. Les colonisés peuvent être décrits sans pouvoir répondre. Les femmes peuvent être objets de débat avant d'être sujets de parole. Les pauvres peuvent devenir « question sociale », cette formule élégante qui permet d'éviter de dire que des gens vivent mal parce que d'autres profitent bien.

La vie privée se politise différemment. Puisque la voix politique entre dans les foyers, puisque les journaux s'intéressent aux mœurs, puisque les scandales moraux deviennent des instruments de carrière, les comportements individuels sont davantage exposés. Les dirigeants doivent incarner une image. Les familles deviennent décor de respectabilité. Les épouses de politiciens sont observées. Les adversaires fouillent les vies personnelles. La politique moderne découvre qu'un programme peut être combattu par une rumeur d'adultère, un accent régional, une photographie malheureuse, une phrase sortie de son contexte. Progrès de la civilisation, manifestement.

Les médias finissent par produire leur propre temporalité démocratique. Le parlement délibère à un rythme. La presse exige un autre rythme. La radio impose encore un autre rythme. Les citoyens s'habituent à la rapidité. Ils demandent des réponses immédiates à des problèmes anciens. Les gouvernants annoncent des commissions, des plans, des lois d'urgence, des discours de clarification, des remaniements. La politique devient plus visible mais moins profonde. Non parce que les acteurs seraient forcément moins intelligents. Parce que le système récompense la réaction plus que la maturation.

La troisième vague ne détruit donc pas la démocratie. Elle la déforme.

Elle l'ouvre à davantage de citoyens, de causes, de mobilisations. Elle révèle des abus, brise des silences, accélère certaines réformes. Elle donne à des groupes dominés des outils pour parler plus fort. Mais elle transforme aussi la vie politique en compétition permanente pour l'attention. La vérité doit devenir intéressante pour survivre. La nuance doit apprendre à se vendre. La lenteur doit se justifier. La colère devient monnaie courante. L'opinion publique cesse d'être seulement un contre-pouvoir. Elle devient un milieu où tous les pouvoirs doivent apprendre à nager.

À long terme, les sociétés médiatiques précoces produisent peut-être des citoyens plus informés.

Elles produisent surtout des citoyens plus ciblés, plus sollicités, plus fatigués et plus nécessaires à manipuler.

Les gagnants et les perdants

Les premiers gagnants sont les journalistes. Pas tous, pas de la même manière, pas avec la même dignité. Mais leur place change radicalement. Ils ne sont plus seulement des chroniqueurs du pouvoir, des porte-plumes de partis ou des observateurs de crise. Ils deviennent des médiateurs indispensables entre l'événement et le public. Ils racontent ce que le citoyen ne voit pas. Ils sélectionnent ce qui mérite d'être su. Ils interrogent, accusent, expliquent, simplifient, dramatisent. Les meilleurs révèlent ce que les puissants cachent. Les pires cachent leurs propres intérêts derrière une indignation bien mise en page.

Les imprimeurs, éditeurs, agences de presse, techniciens de transmission, propriétaires de stations et industriels des médias gagnent aussi un pouvoir immense. Ils possèdent les tuyaux du réel. Ils peuvent décider ce qui circule vite, ce qui reste local, ce qui mérite une édition spéciale, ce qui disparaît en bas de page, ce qui devient un débat national. Leur pouvoir est d'autant plus fort qu'il ne ressemble pas toujours à un pouvoir politique classique. Ils ne signent pas les lois. Ils préparent le climat dans lequel les lois deviennent possibles ou impossibles.

Les partis organisés gagnent un avantage sur les mouvements spontanés. Dans une société médiatique, il faut répondre vite, produire des messages, occuper les canaux, former des porte-parole, entretenir des journaux, financer des campagnes. Les grandes structures savent le faire. Les petites causes doivent se battre pour exister dans un espace saturé. La démocratie paraît plus ouverte parce que tout le monde peut théoriquement parler. Mais parler ne suffit pas. Il faut être entendu. Et l'audition publique a un coût.

Les figures charismatiques gagnent plus que les penseurs patients. Le média précoce favorise ceux qui incarnent une émotion collective : peur, espoir, colère, fierté, humiliation, désir de revanche, aspiration à la justice. Un dirigeant qui sait parler à l'antenne peut sembler plus proche qu'un représentant local réellement présent. Un commentateur habile peut paraître plus courageux qu'un enquêteur rigoureux. Un démagogue peut transformer la

confusion en certitude sonore. Il y a des époques où la voix devient une arme plus efficace que le raisonnement. Dans cette uchronie, cette époque arrive plus tôt.

Les gouvernements gagnent et perdent en même temps. Ils gagnent des outils pour s'adresser directement aux populations, mobiliser en cas de crise, expliquer des politiques, contrer des rumeurs, construire une unité nationale. Mais ils perdent une part de leur tranquillité. Chaque décision peut être contestée plus vite. Chaque secret peut devenir scandale. Chaque silence peut être interprété. Les gouvernants deviennent dépendants du récit qu'ils produisent sur eux-mêmes. Ils ne commandent plus seulement des administrations. Ils doivent gérer une perception.

Les citoyens gagnent un accès élargi à l'information. Ils peuvent suivre des débats, entendre des responsables, connaître des scandales, soutenir des causes éloignées, comparer des discours, participer à une vie publique plus large. C'est une avancée réelle. Il ne faut pas la mépriser au nom d'une nostalgie absurde pour les sociétés lentes, où le silence du peuple passait souvent pour de la stabilité. Mais les citoyens perdent aussi une part de maîtrise sur leur attention. Ils sont exposés à une quantité croissante de récits concurrents, d'accusations, de peurs, de promesses, de divertissements politiques. Le droit de savoir s'accompagne du risque d'être saturé.

Les débats locaux perdent en poids. La commune, le quartier, la profession, la paroisse, l'atelier, la réunion publique continuent d'exister, mais ils sont concurrencés par l'événement national permanent. Ce qui arrive loin peut envahir la conversation proche. Ce qui se décide près peut disparaître faute d'intérêt médiatique. Les citoyens deviennent plus reliés à la nation, parfois au monde, mais moins attentifs à certaines médiations ordinaires. La grande scène dévore les petites, puis s'étonne que le tissu social se troue.

Les notables traditionnels perdent une part de leur monopole. Le maire, le curé, le propriétaire, le patron local, l'ancien combattant, le professeur, le député de circonscription ne sont plus les seuls interprètes du monde. Des voix extérieures entrent dans leur territoire. Cela peut libérer. Cela peut aussi remplacer une domination proche par une influence lointaine, plus brillante, moins responsable. Le notable local avait au moins un visage que l'on pouvait croiser. L'éditorialiste national a surtout un micro et une adresse où le courrier mécontent finit dans une pile.

Les mouvements dominés gagnent des possibilités, mais pas une égalité médiatique. Les ouvriers, femmes, colonisés, minorités religieuses, paysans pauvres, soldats ordinaires, malades, personnes handicapées, groupes marginalisés peuvent parfois utiliser les médias pour briser l'invisibilité. Mais ils restent dépendants des canaux possédés par d'autres. Leur parole peut être coupée, reformulée, mise en scène, folklorisée, dramatisée ou utilisée comme matière émotionnelle. Être visible ne signifie pas être souverain sur son image.

Les grands perdants sont ceux qui n'ont ni accès, ni voix, ni capacité de réponse. Dans une société médiatique, l'invisibilité devient une seconde exclusion. Ne pas apparaître, ne pas être relayé, ne pas être jugé intéressant, c'est presque ne pas exister politiquement. Le pouvoir ancien pouvait ignorer les pauvres en les maintenant loin des institutions. Le pouvoir médiatique peut les ignorer en les rendant ennuyeux. C'est plus subtil. Donc plus pratique.

La bifurcation ne donne donc pas le pouvoir au peuple. Elle donne au peuple un accès plus grand aux récits du pouvoir, et parfois la capacité de les troubler. Elle donne aux médias une fonction nouvelle : non seulement informer la société, mais l'organiser autour de ce qui mérite attention.

Les gagnants apprennent à parler au nom du public.

Les perdants découvrent qu'ils peuvent être libres de parler dans une pièce où aucun micro n'est branché.

La zone sombre

La grande illusion de cette bifurcation serait de croire que l'information de masse libère automatiquement les sociétés. C'est une idée agréable, très compatible avec les discours de progrès, les inaugurations de stations, les éditoriaux satisfaits et les ministres qui aiment couper des rubans devant des appareils techniques. Plus d'information signifierait plus de conscience. Plus de conscience signifierait plus de démocratie. Plus de démocratie signifierait plus de justice. On aimerait que l'Histoire fonctionne avec ce genre de logique scolaire. Malheureusement, elle a souvent l'élégance d'un égoût après l'orage.

L'information ne suffit pas. Encore faut-il savoir qui la produit, qui la finance, qui la sélectionne, qui la hiérarchise, qui la répète, qui la rend désirable, qui la rend suspecte, qui la rend inaudible. Une société peut recevoir davantage de nouvelles et comprendre moins bien le monde. Elle peut être plus informée et plus manipulable. Elle peut connaître plus de faits et perdre la capacité de les relier. Elle peut entendre mille voix et ne plus distinguer celles qui parlent pour éclairer de celles qui parlent pour occuper l'air.

La zone sombre tient d'abord à la transformation du citoyen en public. Le citoyen délibère, du moins en théorie. Le public réagit. Le citoyen appartient à une communauté politique. Le public appartient à une audience mesurable, vendable, séduisible. Bien sûr, les deux se mélangent. Un même individu peut voter, lire, écouter, réfléchir, se laisser emporter, changer d'avis, se tromper, résister. Mais les institutions médiatiques ont intérêt à traiter les individus comme un public avant de les traiter comme des citoyens. Un citoyen demande des comptes. Un public donne son attention. L'un est politiquement encombrant. L'autre est économiquement délicieux.

Puis vient la transformation du public en marché. L'attention devient une ressource. Les médias doivent la capter pour vendre des journaux, des abonnements, de la publicité, de l'influence. Ce modèle crée une tentation permanente : privilégier ce qui choque, inquiète, indigné, amuse, rassure ou confirme les croyances. La vérité peut entrer dans ce système si elle sait être captivante. Sinon, elle attend au fond de la salle avec son manteau gris. Le scandale a de meilleures chaussures. La peur court plus vite. La haine connaît les raccourcis.

La politique se met alors à ressembler aux médias qui la transportent. Elle devient plus fragmentée, plus spectaculaire, plus personnalisée. Les idées doivent avoir un visage. Les réformes doivent avoir un slogan. Les crises doivent avoir un coupable. Les classes sociales doivent avoir des symboles. Les adversaires deviennent des personnages. Les programmes

deviennent des récits. Les récits deviennent des produits. Le débat public ne disparaît pas. Il se met à chercher une mise en scène pour survivre.

La vérité subit une mutation dangereuse. Dans l'ancien ordre, elle pouvait être cachée par la censure, réservée aux élites, étouffée par le secret d'État ou l'ignorance imposée. Dans la République des antennes, elle peut être noyée. Ce n'est pas la même violence. La censure ferme une porte. La saturation construit mille couloirs. Le citoyen a l'impression d'avoir accès à tout, mais il manque de repères pour hiérarchiser. Il sait qu'un ministre est accusé, qu'un syndicat répond, qu'un journal dément, qu'une station révèle, qu'un expert nuance, qu'un autre expert accuse l'expert précédent d'être acheté. Au bout d'un moment, la fatigue devient politique.

Cette fatigue profite aux pouvoirs les plus habiles. Lorsqu'une société ne sait plus quoi croire, elle ne devient pas libre. Elle devient disponible pour ceux qui parlent avec le plus de certitude. Le doute critique est une force. Le doute généralisé est une ruine. Entre les deux, il y a toute la différence entre une intelligence vivante et un cerveau jeté dans une machine à laver.

La zone sombre touche aussi la démocratie représentative. Les élus deviennent obsédés par le prochain titre, la prochaine émission, la prochaine rumeur. Ils apprennent à parler contre le temps long. Un projet complexe, qui demanderait patience, pédagogie et compromis, paraît faible face à une campagne médiatique hostile. Les gouvernements reculent devant des paniques fabriquées, durcissent des lois pour rassurer l'audience, répriment pour montrer leur autorité, annoncent pour occuper l'espace. La politique devient performative. Elle fait des gestes pour être vue en train d'agir. Elle confond parfois mouvement et direction, bruit et décision, visibilité et efficacité.

Les médias critiques peuvent eux-mêmes devenir des pouvoirs sans contre-pouvoirs. Ils dénoncent l'État, les partis, les entreprises, les Églises, les armées. Très bien. Mais qui les interroge lorsqu'ils manipulent ? Qui expose leurs intérêts ? Qui contrôle leurs propriétaires ? Qui mesure leurs erreurs ? Qui leur demande des comptes lorsqu'ils détruisent une réputation, inventent une menace, excitent une foule, déclenchent une panique ? La liberté de la presse est essentielle. Son innocence automatique est une plaisanterie.

La République des antennes produit donc une société où l'information circule plus vite que les institutions capables de la digérer. Elle donne au peuple un accès inédit à la parole publique, mais elle donne aussi aux puissants de nouveaux moyens d'entrer dans les esprits. Elle brise certains monopoles et en crée d'autres. Elle fragilise le secret d'État, mais renforce la manipulation privée. Elle rend le citoyen plus présent, mais aussi plus exposé.

Le progrès médiatique ne supprime pas la domination.

Il lui offre une voix plus agréable.

Retour au réel

Dans notre Histoire, les médias de masse n'ont pas dominé la politique dès 1900 avec cette intensité. La presse était déjà puissante, parfois féroce, souvent partisane, capable de construire des scandales, d'exciter les opinions, de soutenir des causes et de détruire des réputations. Mais la voix radiophonique de masse n'avait pas encore pénétré les foyers. La télévision n'existait pas

encore comme instrument politique central. L'information rapide dépendait du télégraphe, des journaux, des agences, des réseaux urbains, des affiches, des réunions, des conversations locales. La médiatisation était forte, mais pas encore totale.

Plusieurs raisons expliquent cette temporalité.

La première est technique. La radio ne devient pas immédiatement un média domestique. Les expérimentations existent, les usages militaires et maritimes se développent, mais la construction d'un réseau civil de diffusion, d'appareils accessibles, de programmes réguliers, de modèles économiques et de cadres juridiques demande du temps. Une invention n'est pas encore un média. Il lui faut des infrastructures, des usages, des habitudes, des financements, des publics. L'histoire technique adore rappeler aux rêveurs qu'un appareil brillant ne change pas le monde tant qu'il n'a pas de prise, de marché et de raison d'être quotidienne.

La deuxième raison est politique. Les États perçoivent d'abord la transmission sans fil comme un outil stratégique. Les communications militaires, maritimes, diplomatiques et sécuritaires priment sur l'usage grand public. Les gouvernements se méfient d'un canal difficile à contrôler. Ils le réglementent, le surveillent, le réservent parfois. La radio de masse suppose un compromis entre innovation, commerce, contrôle public et liberté d'expression. Ce compromis ne se stabilise pas immédiatement. Les États aiment les nouveaux outils lorsqu'ils peuvent s'en servir. Ils les aiment moins lorsqu'ils imaginent que d'autres pourraient s'en servir contre eux.

La troisième raison est économique. La presse de masse repose déjà sur un modèle publicitaire et industriel, mais la radio demande un nouvel écosystème : fabricants d'appareils, stations, licences, programmes, annonceurs, normes techniques, habitudes d'écoute. Ce système se met surtout en place après la Première Guerre mondiale, dans un monde transformé par la mobilisation, l'industrialisation, la culture de masse et les besoins de communication nationale. Les années 1920 et 1930 offrent à la radio un terrain plus favorable que 1900.

La quatrième raison tient à la guerre. Les conflits mondiaux accélèrent la compréhension du pouvoir médiatique. Ils montrent aux États que les populations doivent être mobilisées psychologiquement autant que matériellement. La propagande, la censure, les affiches, les communiqués, les actualités filmées, la radio, puis la télévision dans un autre temps, prennent une importance croissante parce que les guerres modernes exigent l'adhésion ou au moins la résistance morale des sociétés entières. La guerre ne crée pas le pouvoir des médias. Elle l'entraîne, le finance, le teste et le rend indispensable. Comme souvent, l'humanité découvre l'efficacité d'un outil en cherchant de meilleures manières de survivre à ses propres catastrophes.

La cinquième raison est sociale. L'alphabétisation, l'urbanisation, la formation de partis de masse, les syndicats, les mouvements féministes, les associations, les consommations culturelles, les loisirs, les appareils domestiques, tout cela se développe progressivement. Un média ne devient central que lorsqu'une société est prête à l'intégrer dans ses routines. Le journal du matin, le poste de radio du salon, l'écran du soir, puis le téléphone dans la poche ne

sont pas seulement des objets. Ce sont des habitudes. Et les habitudes sont parfois plus longues à construire que les machines.

Notre uchronie suppose donc une convergence plus rapide : technologies disponibles plus tôt, choix politiques plus ouverts aux licences civiles, industriels plus audacieux, presse plus intégrée aux transmissions rapides, publics plus équipés collectivement, partis plus attentifs aux nouveaux canaux. Rien de tout cela n'est totalement impossible pris séparément. Mais l'ensemble demande un alignement exigeant. L'Histoire réelle a préféré une montée plus graduelle, puis une accélération brutale sous l'effet des guerres, des crises, de la consommation de masse et des innovations du XXe siècle.

Ce qui a eu lieu n'est pas moins inquiétant. Les médias ont fini par devenir des acteurs majeurs de la politique. La radio a porté des voix démocratiques, des discours de guerre, des propagandes totalitaires, des messages de résistance, des récits nationaux. La télévision a transformé l'image du pouvoir. Internet et les réseaux numériques ont déplacé encore plus loin la bataille de l'attention, jusqu'à rendre chaque citoyen à la fois récepteur, relais, producteur, cible et donnée exploitable. Le monde réel a simplement pris plus de temps pour rejoindre certaines intuitions de cette ligne brisée.

La République des antennes n'a pas vraiment eu lieu en 1900.

Elle est venue plus tard, par morceaux, par crises, par câbles, par écrans, par ondes, puis par notifications.

Et nous y habitons encore.

Chute

Ils avaient cru que l'information suffirait.

C'était compréhensible. Pendant des siècles, les puissants avaient gouverné en cachant, en réservant, en retardant, en filtrant, en enfermant le savoir dans des bureaux, des archives, des chancelleries, des bibliothèques, des langues savantes et des journaux que tout le monde ne pouvait pas lire. Alors, lorsque la parole commença à circuler plus vite, plus loin, plus fort, beaucoup crurent voir naître une démocratie plus adulte. Le peuple saurait. Le peuple entendrait. Le peuple comparerait. Le peuple jugerait.

Le peuple entendit, oui.

Il entendit les scandales, les promesses, les alertes, les mensonges, les révélations, les slogans, les discours tremblants, les voix chaudes, les indignations fabriquées, les vérités tardives, les peurs utiles, les causes justes, les paniques rentables. Il entendit plus qu'avant. Il ne comprit pas toujours mieux. Comment l'aurait-il pu, lorsque chaque vérité arrivait déjà accompagnée de son démenti, de son commentaire, de son ennemi, de son annonceur et de son propriétaire ?

La République des antennes avait ouvert les murs.

Elle avait fait entrer le monde dans les foyers, les cafés, les usines, les casernes, les écoles, les marchés. Elle avait donné une voix aux absents et un micro aux ambitieux. Elle avait rendu les gouvernants plus visibles, les abus plus difficiles à cacher, les citoyens plus présents. Ce n'était

pas rien. Une société qui entend davantage souffre parfois mieux de ce qu'elle refusait de savoir.

Mais le pouvoir avait compris plus vite que ses adversaires.

Il n'avait pas besoin d'empêcher la parole de circuler. Il pouvait apprendre à la produire, la financer, la rythmer, la saturer, la rendre désirable, la rendre confuse. Il pouvait transformer le citoyen en auditeur, l'auditeur en public, le public en marché, le marché en force politique. Il pouvait laisser parler tout le monde, puis acheter les meilleurs haut-parleurs.

Ils croyaient entendre le peuple.

Ils entendaient déjà l'audience.